

Les médias cachent l'amère réalité au grand public

Saturday, August 10, 2019 par Ian Sinclair <https://morningstaronline.co.uk/article/media-hides-unpalatable-truth-general-public>

Ian Sinclair examine un rapport récent sur la façon dont les médias couvrent la sanglante réalité des guerres occidentales au Proche-Orient.



NE RIEN ENTENDRE, NE RIEN VOIR, NE RIEN DIRE (de gauche à droite) Jonathan Freedland, David Aaronovitch, George Monbiot Photo : Chatham House/Gaius Cornelius/John Russell/Creative Commons

D'après ce que je peux dire, un nouveau rapport du groupe de surveillance Airwars, concernant la couverture médiatique américaine des interventions militaires américaines conduites depuis 2014 en Irak et en Syrie, a été ignoré par tous les médias britanniques, sauf le Morning Star.

"Les informations sur les pertes civiles causées par les actions internationales et américaines se sont révélées largement absentes pendant les périodes clés du conflit", conclut l'étude.

La singulière portée de ce journalisme favorable au pouvoir occidental est mise en évidence par l'enquête d'Airwars sur plus de 900 transcriptions de conférences de presse du Département de la défense des États-Unis.

Fait incroyable, l'enquête a révélé que "les responsables [militaires américains] ont été ... les premiers à soulever la question des dommages civils lors des trois-quarts des conférences de presse ou des séances d'information où le sujet a été abordé depuis 2014".

Ce manque de couverture a été justifié par des journalistes américains eux-mêmes par divers facteurs, dont "la présence restreinte de journalistes sur le terrain", un cycle d'information dominé par la politique intérieure américaine et la recherche de sources crédibles d'information pour les pertes civiles.

Toutefois, ces justifications sonnent sans doute un peu creux si l'on regarde la conclusion la plus intéressante de l'étude : "Les principaux médias américains ont été... cinq fois plus enclins à rendre compte des dommages civils causés par les actions des Russes et du régime d'Assad à Alep qu'ils ne l'ont été pour ceux causés par les actions des américains et leurs alliés à Mossoul" (le rapport note que "les dommages civils" à Alep et à Mossoul "étaient souvent identiques").

Il s'avère donc que les médias américains font bien état de pertes civiles - du moment que les civils sont blessés par les forces gouvernementales syriennes et par les Russes .

L'écrivain et critique des médias américain Adam Johnson a forgé avec humour la loi nord-coréenne du journalisme, selon laquelle "les normes éditoriales sont inversement proportionnelles au statut d'ennemi d'un pays".

Si les journalistes s'intéressent aux crimes commis par les États-Unis et leurs alliés, il faut généralement des "preuves flagrantes et en béton" pour qu'un reportage soit publié.

En revanche, les journalistes peuvent "inventer à peu près tout ce qu'ils veulent" sans beaucoup de preuves ou sans preuves du tout à l'appui de leurs affirmations quand ils critiquent la Corée du Nord ou des pays comme l'Iran, la Russie ou la Syrie.

Bien que l'étude d'Airwars n'ait considéré que les médias américains, il semble que les médias britanniques agissent également comme un "système de propagande" de facto lorsqu'il s'agit de couvrir l'intervention occidentale au Proche-Orient.

Prenons trois commentateurs bien connus qui travaillent dans deux journaux respectés : David Aaronovitch au Times, Jonathan Freedland et George Monbiot au Guardian.

Monbiot est sans doute le journaliste le plus radical qui travaille dans un média grand public. Il ne fait aucun doute que ces trois journalistes expérimentés se considèrent tous les trois comme des journalistes libres d'esprit et dotés d'esprit critique.

Leurs flux Twitter suggèrent une autre histoire.

A son apogée en décembre 2016, la bataille d'Alep a impliqué le gouvernement syrien et (à partir de septembre 2015) les forces russes, déchaînant l'enfer dans les zones tenues par divers groupes rebelles dans la ville du nord de la Syrie.

Aaronovitch a tweeté 13 fois à propos d'Alep. Parmi ses prises de position scandalisées, on trouve : "Alep est Stalingrad" et "la destruction d'Alep" est "terrible".

Freedland a tweeté six fois à propos d'Alep jusqu'en décembre 2016.

Monbiot a tweeté neuf fois à propos d'Alep, selon le blog Interventions Watch. "Un crime monstrueux contre l'humanité" et "un crime au de-là de l'imaginable", commentait Monbiot, absolument déchaîné.

La réaction de Monbiot aux événements survenus dans une autre ville syrienne a cependant été très différente", explique Interventions Watch.

De juin à octobre 2017, les États-Unis (avec le soutien britannique) ont mené une attaque intense à Raqqa, ciblant la ville détenue par l'État islamique avec des frappes aériennes et des barrages d'artillerie.



LES CHOUCHOUS DES MEDIAS OCCIDENTAUX : Les Casques Blancs dans la ville d'Ariha, dans la province d'Idlib, au nord de la Syrie, dimanche dernier.

Selon une enquête menée en avril 2019 par Amnesty International, la coalition dirigée par les États-Unis aurait tué plus de 1600 civils au cours de cette attaque.

"Je n'ai jamais vu une ville aussi dévastée. Pas seulement au niveau d'un quartier, mais presque entièrement", a déclaré Kate Allen, directrice d'Amnesty International Royaume-Uni, après sa visite dans la ville. "Pensez à Dresde et vous en aurez une idée."

"L'intention était peut-être différente... mais en modélisant les impacts, nous avons déterminé qu'il n'y avait pas une grande différence en termes de dommages civils entre la coalition à Raqqa et la Russie à Ghouta Est et Alep", a déclaré Chris Woods, directeur de Airwars, au Times en décembre 2018.

La réponse de Monbiot à ce massacre ? Du vent. "Monbiot *n'a rien dit*. Pas un mot de condamnation, pas une seule tentative pour mettre en lumière la catastrophe humanitaire qui était en cours, pas même une mention, que ce soit au moment où cela se produisait, ou après" note Interventions Watch.

De même, Aaronovitch et Freedland n'ont pas tweeté un seul mot sur le bain de sang américano-britannique à Raqqa, pour autant que je sache.

Cette brève revue de Twitter fait écho aux conclusions du Dr Florian Zollmann, professeur de journalisme à l'Université de Newcastle, qui a analysé la couverture dans les journaux américains, britanniques et allemands des violations des droits humains au Kosovo (1999), en Irak (2004), en Libye (2011), en Syrie (2012) et en Egypte (2013) dans son livre de 2017 "Medias, Propagande et politiques d'Intervention".

Si des pays désignés comme états "ennemis" de l'Occident commettent des violations des droits humains, les médias d'information révèlent ces abus et demandent que des mesures soient prises pour y mettre fin" note-t-il.

Si, à l'inverse, les états occidentaux ou leurs "alliés" sont les auteurs de violations des droits humains, les médias d'information font preuve de beaucoup moins de zèle dans leurs reportages et pratiquement aucune mesure n'est demandée pour mettre un terme aux abus".

Ce parti pris systématique ne peut qu'accroître l'inquiétant niveau d'ignorance de l'opinion publique quant à la politique étrangère britannique - un état de fait avec lequel le gouvernement et l'armée seront plus que satisfaits.

"C'est une règle générale au ministère de la Défense que de garder en dehors du domaine public l'horreur de ce qui se passe en Afghanistan, et c'est probablement pour des raisons politiques", a déclaré un officier supérieur britannique au Sunday Telegraph en 2008.

"Si la vérité était connue, elle aurait un impact énorme sur le recrutement de l'armée et le gouvernement subirait de fortes pressions pour retirer les troupes."

Avec une couverture médiatique si médiocre et si bienveillante pour le pouvoir, comment le grand public est-il censé en arriver à une compréhension exacte du monde ?

Comment les hommes politiques peuvent-ils prendre de bonnes décisions lorsque, dans le futur, il s'agira de voter sur la guerre et la paix ?

Et quelle chance le public a-t-il de comprendre pourquoi de nombreuses personnes au Proche-Orient et ailleurs ont une opinion défavorable de la Grande-Bretagne ?

Plutôt que d'être un quatrième pouvoir composé de journalistes tenaces à la Woodward et à la Bernstein, comme le fantasment les journalistes, il est clair qu'en ce qui concerne le Proche-Orient, les médias américains et britanniques ont, dans l'ensemble, donné carte blanche à leurs propres gouvernements et à leurs forces armées, contribuant honteusement à cacher aux Américains et aux Britanniques la réalité sanglante des actions militaires occidentales.

lien du rapport <https://airwars.org/wp-content/uploads/2019/07/Airwars-News-in-Brief-US-media-reporting-of-civilian-harm.pdf>